

TUNISIE

# Sous le poids écrasant de la dette

Ses comptes étaient déjà dans le rouge : bond de la dette publique de 49 % du PIB en 2010 à 97 % en 2018. Le Covid-19 n'a rien arrangé. La Tunisie pourra-t-elle supporter les séquelles sociales d'une cure d'austérité ?

Par **Radhi Meddeb**

**S**il y a une question qui traumatise l'ensemble des Tunisiens, c'est bien celle de la dette extérieure et de la capacité du pays à l'honorer. Le traumatisme vient de loin. Dans l'inconscient collectif, l'instauration du protectorat français en 1881 aurait été le résultat d'un endettement extérieur mal géré. Destinée, à l'époque, à financer une politique dispendieuse, la dette tunisienne était assortie de conditions exorbitantes et avait donné lieu à de multiples détournements. Très vite, le service de la dette était devenu insoutenable. Le Bey décidait alors le doublement de l'impôt. Il s'en était suivi une révolte populaire et la mise du pays sous tutelle d'une commission financière internationale, pavant la voie au protectorat.

Dès l'indépendance, les autorités ont fait de l'attachement de la Tunisie à respecter ses

engagements extérieurs un dogme non négociable. Mais le pays traverse depuis 2011 une période de grande instabilité politique. Une dizaine de gouvernements se sont succédé en moins de dix ans. Aucun d'eux n'a eu, à la fois, une vision et la volonté d'engager

une œuvre de redressement. La priorité a souvent été donnée à la satisfaction des revendications immédiates, sociales et

catégorielles au détriment de l'investissement et des réformes de long cours.

---

*Dix gouvernements en dix ans.  
Au gré de cette instabilité  
politique, la dette a glissé.*

---

## DE LA DETTE, MAIS EN VAIN

La dette extérieure du pays est passée, entre 2010 et 2018, de 49 % à 97 % du produit intérieur brut (PIB), poids aggravé par le glissement permanent du dinar. Elle a été mobilisée essentiellement pour couvrir des déficits budgétaires et commerciaux grandissants. Les institutions multilatérales de



financement du développement ont répondu aux injonctions politiques de leurs mandants pour secourir tantôt le seul pays rescapé du Printemps arabe, tantôt la dernière digue de protection de l'Europe contre la montée du terrorisme et de l'émigration sauvage.

La dette n'a pas été utilisée à bon escient ces dernières années. Elle n'a pas permis d'engager les investissements publics, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation, ni d'améliorer la qualité des infrastructures tunisiennes, ni de créer des emplois, ni, a fortiori, de donner de l'espoir aux jeunes, désespérés face au manque de perspectives.

Les années à venir s'annoncent difficiles en matière de gestion de la dette extérieure. La loi de finances de 2020 avait prévu un service de la dette supérieur à l'endettement brut au titre de l'année. Autant dire que tout l'endettement nouveau ne couvrirait qu'en partie le service de la dette : une première dans l'histoire des finances publiques tunisiennes. Mais cette estimation ne tenait compte ni du Covid-19 et de ses effets dévastateurs ni des arriérés que le gouvernement sortant léguait subrepticement à son successeur.

### **VIOLENTE AUSTÉRITÉ ANNONCÉE**

En avril, le Fonds monétaire international (FMI) a accordé à la Tunisie une facilité à décaissement rapide de 745 millions de dollars, devant lui permettre de faire face aux dépenses urgentes causées par le Covid-19. À cette occasion, il a revu, en concertation avec le gouvernement tunisien, les grands équilibres macroéconomiques et réévalué la soutenabilité de la dette extérieure du pays. Les hypothèses sont quelque peu optimistes. Elles tablent sur une récession de - 4,3 % du PIB pour l'année en cours, alors que les grands pays européens affichent des prévisions bien plus sombres, allant de - 5 % à - 12 %.

La médication sous-jacente est un grand classique du FMI. Elle risque d'avoir un goût bien amer, sans pour autant garantir la soutenabilité de la dette et encore moins le redressement du pays. L'investissement global, première variable d'ajustement, y est revu drastiquement à la baisse. Il se situerait à 6 % du PIB, alors qu'il était à 24 % en 2010 et avait reculé à 18 % ces dernières années. L'épargne s'effondrerait à 3 %. Sa composante privée serait nulle. Nous serions face à une chronique d'une violente austérité annoncée, avec les conséquences sociales que l'on imagine à la clé. La dette extérieure

n'en culminerait pas moins à 110 % du PIB en 2020. La Tunisie pourrait continuer à honorer ses engagements

extérieurs. Mais cela serait au détriment de son développement et de la sortie de sa léthargie économique.

Les pays du G20 ont accepté, à la demande du FMI et de la Banque mondiale, d'accorder un moratoire sur la dette des pays pauvres. La Tunisie, très éprouvée ces dernières années par un contexte géopolitique sur lequel elle n'avait aucune prise, devrait s'engouffrer dans cette brèche avec le soutien de ses partenaires et amis.

Il est urgent qu'elle engage avec ses bailleurs de fonds des discussions responsables pour explorer toutes les possibilités, compatibles avec les principes d'un pays sérieux qui honore la totalité de ses engagements, permettant une meilleure gestion de sa dette extérieure.

Seule une telle démarche lui permettrait de dégager une fenêtre budgétaire pour renouer avec des investissements nécessaires en matière d'infrastructures, de soutien au secteur privé et de restauration de sa compétitivité. Il en va de sa stabilité politique et sociale, essentielle pour la stabilité de l'ensemble du Maghreb. ●

---

*La Tunisie a un atout : ses créanciers sont des pays amis, qui la voient comme une digue.*

---